

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Réunion du Conseil National palestinien ALLOCATION DE YASSER ARAFAT

La séance de jeudi du Conseil national palestinien, a été entièrement consacrée à l'intervention de Yasser Arafat.

Yasser Arafat, chef de la résistance palestinienne a souligné la nécessité de l'établissement d'un Etat palestinien.

Selon le compte-rendu fait par le porte parole de l'allocution, qui a duré 4 h, Yasser Arafat s'est déclaré hostile à la formation d'un gouvernement provisoire en exil.

Il a estimé d'autre part que la Résolution 242 du Conseil de sécurité est un échec et a été dépassée par les résolutions ultérieures de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Arafat s'est étendu longuement dans son intervention sur la normalisation des rapports entre la résistance palestinienne et la Jordanie qui, a-t-il souligné, a la plus longue ligne de confrontation avec Israël.

A partir de la Jordanie, a-t-il dit, nous pourrions fournir en armes et en matériel les habitants des territoires occupés.

Arafat a enfin rendu hommage à l'Arabie Saoudite qui est, a-t-il dit, «le principal appui financier de l'OLP».



Menace d'expulsion des grévistes de BSN et de la BNP

Les ouvriers de l'usine BSN-Gervais-Danone de Rive-de-Gier (Loire) ont décidé à la majorité de poursuivre la grève avec occupation des locaux qu'ils ont commencée le 22 février. En rejetant les propositions que leur a faites Antoine Pinay, chargé d'une mission de «conciliation», ils se montrent déterminés à s'opposer aux 350 licenciements auxquels veut procéder le PDG Riboud. Mercredi 16 mars, le tribunal des référés a prononcé un jugement d'expulsion par la police.

A Paris, c'est la direction de la BNP qui a engagé une procédure en référé pour demander l'expulsion des grévistes occupant le centre de traitement des services informatiques.

Municipales

Au 2^e tour comme au 1^{er} NI PLAN BARRE, NI PROGRAMME COMMUN

Alors que Barre va vendredi à la rescousse de d'Ornano dans le 18^e, jeudi soir à la télévision l'émission «l'Évènement» était consacrée à la discussion de salon des quatre politiciens bourgeois qui se disputent la municipalité de Paris.

Comme dimanche dernier, tout ce «beau» monde était réuni pour vanter les charmes de LEUR société. Sarre (PS-tendance CERES, qui est la plus proche des



révisionnistes) est allé jusqu'à déclarer que «tous les socialistes sont des démocrates» ! Voilà au moins quelqu'un qui ne manque pas de cynisme !

«Ce que vous dites ne se vérifie pas» a dit d'Ornano à ses interlocuteurs de la «gauche» ; la réciprocité est tout aussi vraie. Dans la dernière ligne droite pour le sprint final, chacun a sorti ses plus beaux fleurons pour essayer de séduire les «électeurs», notamment les 10 % qui ont voté «écologistes» alors que la plupart de ceux-ci rejettent, dans une certaine mesure, le plan Barre et le Programme commun.

(suite p.3)

Editorial

Chômage

Des promesses à la réalité il y a loin

Loin de ralentir, le chômage s'amplifie régulièrement et dépasse actuellement un million et demi de personnes. La bourgeoisie s'efforce au fur et à mesure de le minimiser, de discréditer les chômeurs aux yeux des travailleurs actifs tout en appelant ceux-ci à l'austérité. Beullac vient de prendre la suite de Barre dans ce travail en publiant des articles dans le journal «objectif» Le Monde.

Le chiffre impressionnant des demandeurs d'emploi (plus d'un million) ne correspond pas à son avis à un chômage important, mais simplement à une «activité professionnelle mouvante»...

Pour lui, il n'y aurait pas de difficultés d'emploi puisque 16 % seulement des demandes non satisfaites, à la fin du mois de février, datent de plus d'un an. Il se garde bien de dire qu'il a fait des pieds et des mains pour que les ANPE parviennent à radier des listes le maximum de chômeurs sans qu'ils aient trouvé du travail. C'est bien lui qui a chargé pour cela leur direction de trouver divers procédés administratifs tracassiers et d'affecter un corps d'inspecteurs spécialisés à la chasse aux prétendus «faux chômeurs».

Tout en minimisant le chômage, Beullac cherche à en attribuer la responsabilité aux chômeurs qu'il accuse de ne pas être assez formés, de refuser la mobilité «profes-

sionnelle» et les bas salaires.

En même temps, il accuse les travailleurs de «freiner» l'emploi, de nuire à la compétitivité des entreprises et donc aux possibilités d'exportation par des demandes d'augmentation de salaires excessives. Il voudrait que les travailleurs se plient docilement aux exigences du patronat et collaborent avec bonne volonté aux besoins de la restructuration capitaliste.

Il voudrait également réduire encore l'indemnisation des chômeurs et trouve le «coût de la solidarité», comme il dit, trop élevé.

Or, d'après l'INSEE elle-même le nombre des travailleurs inscrits aux Assedic ne fait que baisser tandis que le chômage augmente.

Et ceci alors qu'un dixième des chômeurs seulement touche les fameux 90 %, moins de la moitié les Assedic.

Cela montre bien vers quoi tendent tous les efforts de la bourgeoisie au pouvoir : préserver les profits capitalistes en exploitant davantage les travailleurs actifs et en accroissant l'armée des chômeurs. Cela montre bien également le rôle que joue l'Union de la gauche dont les dirigeants signent les accords sur l'indemnisation du chômage et proclament «10 licenciements valent mieux que 100». Voilà qui permet de juger des promesses électorales de la bourgeoisie de gauche comme de droite.

SAMEDI 19 MARS

10 h : place de la Bastille

**MANIFESTATION
DE COMMEMORATION**

**DE LA COMMUNE
DE PARIS**

14 h : salle de la Mutualité

MEETING

**NI PLAN BARRE
NI PROGRAMME
COMMUN !**

Accidents du travail crimes du capital

**Un ouvrier meurt électrocuté
... en touchant une machine**

C'est au laboratoire des papeteries Darblay à Corbeil (Essonne) que cela s'est produit dimanche dernier. Un ouvrier de 28 ans, père de deux enfants, Daniel et Richard, est mort électrocuté en raison du caractère défectueux du système électrique dont était munie la machine. Il faut dire que les conditions de travail et de sécurité se dégradent fort à Darblay. L'effectif est passé de 1 000 à 600 ouvriers et 250 licenciements sont encore prévus. Dans le même temps, les machines dont l'entretien est insuffisant deviennent de plus en plus dangereuses. Le risque d'accident du travail s'ajoute donc avec un poids croissant à celui des maladies professionnelles liées à l'amiante que les travailleurs respirent et avalent chaque jour. Les ouvriers de Darblay devaient faire une journée de grève jeudi pour protester contre cet assassinat patronal et rendre hommage à leur camarade lors de son enterrement.

Ça bouge dans les écoles

Un certain nombre de mouvements éclatent à l'heure actuelle dans l'école et l'enseignement sur la base des revendications locales ou de la lutte contre une répression qui se fait plus pesante. La presse bourgeoise a cherché à plusieurs reprises à les faire passer pour des « incidents ». En fait ces mouvements qui restent pour l'instant locaux et sporadiques traduisent un mécontentement accru face aux préparatifs du pouvoir pour mettre en œuvre la réforme Haby.

A l'UER d'histoire du campus de Talence-Pessac (Gironde), les étudiants se sont réunis en assemblée générale pour protester contre des poursuites à l'égard de huit d'entre eux à propos du mouvement de mai 1976. Une centaine d'étudiants ont ensuite occupé le secrétariat de l'UER et sont intervenus dans les cours. L'enseignement a été suspendu dans l'UER du 16 au 18 mars.

A Bourdan des correspondants lycéens nous rapportent qu'une grève a été observée toute la journée du vendredi 11 mars pour s'opposer à des mesures favorisant l'application de la réforme Haby.

A Lille, pour la première fois, un vingtain de normiens en 2e année de formation qui étaient en stage, n'ont pas fait classe le jeudi 17. Ils répondaient en cela au mot d'ordre national de grève du SGEN-CFDT lancé sur les centres de formation. Ils se sont réunis pour discuter de leurs conditions de formation et protestent contre les modalités de l'examen qu'ils ont à subir. Ils souhaitent prendre contact avec d'autres écoles normales en lutte à l'adresse suivante :

Paccou André
Section SGEN-CFDT
58 rue de Londres
59045 Lille

Centrales nucléaires

**La justice bourgeoise
contrainte
d'en reconnaître
les dangers**

En décidant d'interdire la construction de la centrale nucléaire de Wyhl, sur le bord du Rhin, en face de Colmar, le tribunal allemand de Freiburg a été obligé de reconnaître que malgré les précautions prises des risques d'accidents catastrophiques subsistent. Il a reconnu également « qu'aucune solution convenable » n'avait été trouvée pour « recycler ou stocker les déchets radio-actifs ». Les conséquences de ce jugement auront sans nul doute des répercussions aussi bien en Allemagne qu'en France où les normes de sécurité exigées par le pouvoir sont encore inférieures aux normes allemandes. En plus, ces normes ne sont pas appliquées comme le montre par exemple l'affaire du centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG). A la suite de la plainte contre X déposée par le Mouvement écologique Rhône-Alpes et par l'Association pour la protection des populations et de l'environnement de Grenoble, le juge d'instruction de Grenoble vient d'inculper pour pollution radio-actives l'ancien chef du CENG et le chef du service de protection. En effet il s'avère que c'est bien les installations du CENG et de l'Institut Laue et Langevin (réacteur expérimental à haut flux) qui ont été à l'origine d'une forte élévation de la radio-activité dans la nappe phréatique de l'Isère par manque de sécurité.

Comité spécial de l'ONU sur la Charte LE TIERS MONDE TIENT L'URSS EN ECHEC

A la seconde session du comité spécial des Nations unies tenue récemment, les représentants de l'Algérie, du Mexique et d'autres pays du tiers monde ont présenté un document intitulé « Suggestions et propositions sur la charte des Nations unies et le renforcement du rôle de l'organisation », et ont tenu l'Union soviétique en échec.

Au début de la session les représentants de plus de dix pays dont l'Algérie et le Mexique ont présenté un document qu'ils ont demandé d'annexer à un rapport sur la présente session soumis à l'assemblée générale des Nations unies par le comité spécial. Ce document a bénéficié du soutien de la majorité des représentants des pays membres de ce comité.

Cependant la délégation soviétique a repoussé ce document, craignant qu'il conduise au renforcement de la lutte menée par une majorité de pays pour un amendement de la charte. Au cours de trois des cinq séances officielles du comité, le délégué soviétique a recouru à toutes les intrigues, en déclarant que la présentation de ce document était « contraire à la procédure adoptée par le comité et à son mandat ». Plusieurs délégués ont réfuté les arguments de l'Union soviétique. Pour le délégué mexicain, il était du devoir des auteurs du document de faire des suggestions au comité. Les délégués du Brésil, de la Tunisie, de la Roumanie, de l'Algérie et de l'Argentine ont indiqué que l'opposition soviétique à l'inclusion du document dans le rapport du comité

constituait un sabotage de ses travaux, ou une tentative de les conduire dans l'impasse. Ils ont déclaré qu'il était « du droit et du devoir des pays membres du tiers monde » de présenter au comité des suggestions et des propositions concernant la charte, et d'exiger qu'on les inclue dans le rapport. C'est d'ailleurs « leur rôle » et donc « tout à fait justifié ».

Devant l'opposition de certains pays, le délégué soviétique a recouru au chantage, proclamant que si

ce document était accepté comme annexe au rapport du comité spécial, l'Union soviétique « envisagerait le problème de savoir si elle participerait ou non aux travaux du comité ». Les représentants du tiers monde ont traité l'attitude de l'Union soviétique par le mépris, répliquant que l'on pourrait mettre aux voix l'opinion soviétique sur l'inclusion du document dans le rapport.

Les délégués de l'Algérie et de la Tunisie ont dénoncé les démarches hégémonistes du représentant soviétique qu'ils considèrent comme une résistance obstinée au désir des pays du tiers monde de réviser la charte de l'ONU. Le représentant de la Tunisie a indiqué que, sous couleur de « réaliser

l'unanimité par voie de consultations », le représentant de Moscou cherchait en réalité à faire avaler les absurdités soviétiques.

Le représentant chinois a soutenu dans son discours l'inclusion du document dans le rapport du comité spécial, indiquant qu'elle était conforme aux attributions du comité déterminées par une résolution de l'assemblée générale, et utile à son travail. Il a condamné les agissements hégémonistes de l'Union soviétique.

Finalement, la réunion a approuvé l'inclusion du document dans le rapport du présent comité spécial pour qu'elle soit soumise à la prochaine session de l'assemblée générale de l'ONU par 30 voix contre 8 et 5 abstentions.

• URSS

Une invention au service du social-fascisme

L'agence Tass vient d'annoncer la mise au point d'un « appareil miracle » le cybernomètre. Cet appareil, mis au point par des savants de Leningrad est destiné, d'après l'agence soviétique, à « indiquer avec précision les compatibilités psychologiques des personnes appelées à travailler ensemble ».

Il pourra notamment « déterminer les structures d'un groupe, révéler les chefs et les subordonnés et modérer

les situations de conflits provoquées par une activité en commun ».

En bon français, cela veut dire premièrement qu'il existe des chefs et des subordonnés « naturels » et que cet appareil doit les détecter de plus ces fameux « conflits » que cet appareil doit « modérer » (apaiser) ont pour cause non pas « l'activité en commun » comme c'est si bien dit mais la révolte des masses liée à leur exploitation.

Après la mise en service récente d'une machine à marier les gens en trouvant les « partenaires idéaux », cette nouvelle invention prouve que le vieux rêve fasciste d'un homme-robot qui marcherait au bouton et sans penser continue à faire son chemin dans la nouvelle bourgeoisie sociale-fasciste russe mais pour elle comme pour son ancêtre nazie, le rêve finira dans les archives de la science-fiction réactionnaire.

• Japon

75 ouvriers sont morts victimes de radiations, depuis juillet 1966, dans 6 des 8 centrales nucléaires japonaises, a déclaré un parlementaire socialiste de la Diète.

Le parlementaire, M. Yanosuke Narazaki, a précisé que 32 des victimes étaient mortes du cancer, 3 de leucémie, 23 de maladies du cerveau, 12 de maladies de cœur et 3 autres de maux divers.

• Italie

Un nuage toxique émanant du complexe pétrochimique de Porto Marghera (le port industriel de Venise) s'est abattu, jeudi matin, sur deux ateliers du com-

plexe textile « Montefibre ». 200 ouvriers, ayant détecté une forte odeur d'acide sulfurique, ont fui la zone touchée par le nuage. 19 d'entre eux souffrant de maux de gorge ont dû être soignés.

• ONU

Le Panama a accusé, jeudi, les Etats-Unis d'usurpation de leurs ressources naturelles en eau, devant la Conférence des Nations Unies sur l'eau, réunie à Mar Del Plata, en Argentine.

Prenant la parole en séance plénière, l'ambassadeur Ovigildo Herrera Marcucci a protesté contre « la présence d'une enclave colonialiste qui perturbe et déforme notre réalité en matière d'utilisation de ressources hydroliques ».

**LE N° 1 DE
L'HUMANITE ROUGE
BI-MENSUEL EST SORTI !**



**VOTER
CE N'EST PAS
LUTTER**

AU SOMMAIRE :

- Après les municipales
- URSS : la classe ouvrière dans les asiles
- Reault Fougères : un an de lutte
- Mauriciens sans papiers en France

Achetez-le à la manifestation et au meeting du 19 mars à Paris, ou passez vos commandes à l'administration de l'Humanité rouge. L'exemplaire : 3 F.



Les antifascistes manifestent Sardou annule son gala

Plusieurs centaines de jeunes antifascistes ont manifesté mardi soir 15 mars dans le centre de Reims. Les antifascistes ont maintenu leur manifestation pour expliquer le recul de Sardou et du show-business. Officiellement, c'est à cause du nombre insuffisant de place, mais en fait c'est bien, comme l'explique le comité anti-Sardou, par peur de la mobilisation de masse que le gala a été annulé.

Le collectif antifasciste Sardou avait organisé un meeting à 1 km du palais des sports où devait se

produire le brailleur nazi. Le meeting s'est transformé en manifestation qui s'est dirigée vers le palais des sports. Des tracts dénonçant «les marchands de spectacle et le show-business» étaient distribués.

Devant le palais des sports les flics attendaient les manifestants. En fait, ils se sont reçus des billes de verre tirées à l'aide de frondes par les manifestants. Les véhicules de la caravane Sardou n'ont pas été épargnés non plus. Ci-dessous, une correspondance des camarades de Reims.

VICTOIRE : Sardou n'a pas chanté

Le fasciste Sardou n'est pas venu chanter à Reims le 15 mars. Comme à Bruxelles, Toulouse, Grenoble, Besançon une large mobilisation de masse fut lancée : tracts, affiches, rassemblement prévu lors du gala. Des bombages signés du PCMLF tels que «A bas Sardou, fasciste, raciste» apparurent sur les murs de la ville. «700 places réservées seulement» déclare le journal local. Face à ce vaste mouvement, le show-business préfère annuler. Peur du «bide» certes, mais surtout peur de la contestation. Cette annulation marque une victoire importante pour la poursuite du combat contre les fascistes et réactionnaires de tout acabit.

Marchais à la rescousse de Sardou

«L'Humanité» du 16 mars commente les manifestations de Besançon : «Intempestive manifestation : Sardou chante ses idées. Elles ne sentent pas bon. Il a le droit de les chanter. Le principe ne souffre pas d'exception.»

Merci Marchais. C'est dans l'adversité qu'on voit ses vrais amis. Sardou peut compter sur le PCF. Ceux qui expulsent barre de fer à l'appui les travailleurs en lutte aux Editions Vaillant sont d'accord pour soutenir Sardou. C'est bien logique. Répression contre les travailleurs, liberté d'expression pour les fascistes, voilà ce que font les révisionnistes.



les municipalités, une affaire qui marche !

Dans le cadre des municipales les coups bas pleuvent entre les divers candidats, tant les municipalités sont des moyens de se mettre de l'argent de côté. Si la bataille est si âpre pour la mairie de Paris c'est entre autre à cause des 7,5 milliards qu'elle représente. En voici un autre exemple d'après des documents de notre correspondant de Metz.

Jean Kiffer, député de Metz et candidat municipal dans un journal de publicité gratuite qu'il contrôle, attaque les révisionnistes qui, dit-il, se servent des budgets municipaux pour remplir les caisses du PCF (secret de polichinelle !). Le PCF a porté plainte contre ce docteur Kiffer (homme d'extrême-droite par ailleurs). Mais la plainte ne porte pas sur les accusations elles-mêmes (le PCF s'en garde bien !) ; elles portent sur «l'utilisation à des fins électorales d'un journal publicitaire gratuit» (article L 52-1)...

A GAUCHE

Le PCF aurait eu du mal à porter plainte sur le contenu même des accusations portées contre lui si l'on se souvient par exemple du jugement du 27 janvier 77 de la cour d'appel de Reims. La coopérative des Bois de l'Est (CBE) était entrée en contact avec la SOCOPAP, société contrôlée par le faux Parti communiste français, et qui sert d'intermédiaire entre les entreprises du bâtiment et les municipalités du PCF. Sur chaque marché conclu, la SOCOPAP empoche 5 % du montant de l'opération. Le conseiller de la CBE explique :

«Le parti communiste m'a permis de travailler, mais je lui ai bien rendu. En moins de 10 ans d'activité nous lui avons retourné de 600 à 700 millions anciens francs de commission. Sans parler d'autres largesses faites à des maires communistes, des fêtes groupant des centaines d'élus et leurs familles, des voyages payés en URSS. Il nous est arrivé d'équiper à nos frais leurs maisons personnelles, de contribuer financièrement à la campagne électorale d'un important dirigeant du parti, de passer dans les journaux municipaux des pavés publicitaires facturés très largement au-dessus de leur prix. Il s'agissait d'extra pour conserver nos marchés.»

... COMME A DROITE

Il est bien évident que nous ne considérons pas que le PCF est le seul parti à s'emparer des poches avec les affaires municipales. C'est un phénomène général, donc dans les municipalités de droite aussi. Prenons à nouveau l'exemple de Metz et du sénateur-maire sortant Rausch.

La construction des parkings à Metz a été concédée

au monopole de «Grands travaux de Marseille» (GTM). Ce monopole a déjà investi 10 millions de francs pour la construction de parkings ce qui est une affaire rentable ! Quant aux aménagements (jardins, dalles, mobilier urbain, etc) objets qui coûtent de l'argent sans en rapporter en retour, ils sont pris en charge par la ville, c'est-à-dire payés avec l'argent des travailleurs.

Le centre soi-disant «culturel» et commercial Saint-Jacques a été réalisé pour servir les intérêts des bourgeois de Metz, avec des commerces de luxe et des logements de haut standing

Patrons comme les autres

Les gestionnaires municipaux de l'Union de la gauche sont des patrons comme les autres. En voici un exemple extrait d'une correspondance d'Arles où la municipalité sortante se dit «d'union démocratique» :

«Entre autres choses, on a assisté à la création du centre d'animation culturelle (CAC). Cet organisme devait patronner les activités culturelles en Arles. Mais comme toutes les activités et décisions ne plaisaient pas au PCF, on a assisté à une prise en main. On a «démissionné» le directeur qui a été remplacé par quelqu'un de plus «sûr» venu de Paris et membre du PCF. Puis, toujours, très «démocratiquement», on a licencié une des deux secrétaires pour la remplacer, quelques temps après, par une autre, titulaire d'une carte du PCF. Quant à la deuxième secrétaire, comme elle s'était rendue compte du manège, on s'est débrouillé pour qu'elle demande son compte. Ces prétendus communistes se sont conduits exactement comme n'importe quel patron de choc.»

«Non aux cumulards»

Distré, près de Saumur, est une petite ville de 900 habitants. Au premier tour, il y avait deux listes : l'une conduite par le maire sortant et regroupant surtout des gros paysans, des vétérinaires, des cadres ; l'autre dite apolitique et regroupant un industriel, un gros paysan, une grosse commerçante propriétaire foncier, etc. Rien ne représentant les intérêts des travailleurs. Dimanche, sur les murs de la mairie, les électeurs ont trouvé des inscriptions comme : «Non aux patrons ! Non aux vendus ! Non aux cumulards !» Cette action fut très approuvée et a suscité un large débat public dans le village. (D'après le correspondant HR).

Krivine est amer

La Ligue de Krivine pourra bientôt écrire dans l'Humanité à Saint-Etienne. Elle demande à prendre la parole (juste un peu) dans les meetings de l'Union de la gauche à Paris, Nancy, etc. Elle a eu le droit de s'asseoir à la même table que le PCF-PS à Montpellier

Krivine lui-même a gribouillé une demi-page dans le «Matin de Paris» (PS) et avec une photo. Bref, il pourrait être heureux ! Aussi appelle-t-il à voter pour l'Union de la gauche avec plus de ferveur que jamais.

Mais voilà : il n'est pas suivi ! Pas suivi par les écologistes notamment : «Le catastrophisme de leurs analyses est en contradiction avec la faiblesse des moyens politiques qu'ils se donnent, en refusant notamment de se ranger clairement aux côtés du mouvement ouvrier» écrit-il dans le «Matin de Paris».

Bref, Krivine ne comprend pas que l'on puisse faire autre chose que voter pour la «gauche». Tant pis pour lui !

nouvelles intérieures

pour les riches. Le déficit se chiffre déjà à 2,5 milliards d'anciens francs. Où est passé cet argent ?

Le chargé des relations publiques de Rausch gagnait 3 000 francs par mois. Aujourd'hui, il gagne plus d'1 million d'anciens francs. Par quel miracle ? Il a tout simplement obtenu des privilèges pour le trust Decaux, qui a installé outre les abribus, de par toute la ville, de gros panneaux blancs de publicité inesthétiques, mais

fort lucratifs !

Et si on allait voir chez Defferre à Marseille ! Personne ne peut plus être dupé sur le fait que les municipalités sont des moyens, pour ceux qui les gèrent, de réaliser des profits. La raison en est que ce sont des ravages du système capitaliste, basé sur la loi du profit.

C'est une des raisons pour laquelle nous ne voterons ni pour le plan Barre ni pour le Programme commun.

D'Ornano demande le poste chargé des Finances à la mairie de Paris.



LE PCR (ml) PRÉSENTE LE 19 MARS

- Le matin, une délégation du PCR (ml) participera à la manifestation ;
- L'après-midi, au meeting, il fera une intervention.

A MARSEILLE SAMEDI 26 MARS MERCHE REGIONALE CONTRE LA PRISON D'ARENCE

Organisée par le Collectif d'information sur la prison d'Arrenc : TODI, 2 rue Philippe de Girard - 13001 Marseille (Tel : 39 70 63)

Ni plan Barre, ni Programme commun !

(suite de la p. une)

Pour essayer de grignoter des voix dans les couches de la petite, moyenne et grande bourgeoisie, le révisionniste Fizbin a parlé de la nécessité des nationalisations pour favoriser «la libre entreprise» ; c'est-à-dire l'économie de marché, le capitalisme. Ceci tout en parlant, du bout des lèvres, du chômage (mais surtout pas de l'action révolutionnaire anticapitaliste de masse) et autres manifestations de la crise, pour conserver les voix ouvrières et populaires.

Bref, les travailleurs se trouvant en face de deux programmes bourgeois, l'unique chose à faire est de les rejeter tous les deux. L'émancipation des travailleurs ne sortira pas des urnes, mais de leur engagement — de plus en plus massivement — dans la lutte révolutionnaire.



Procès contre l'Alsthom-Savoisienne (St-Ouen)

LA SECTION CFDT A GAGNE

Le mardi 15 mars, le tribunal de grande instance de Bobigny a rendu son jugement dans le procès qui opposait la section CFDT de l'Alsthom-savoisienne à la direction de l'usine.

Pour entraves à l'exercice des fonctions des délégués syndicaux, pour actes de discrimination anti-syndicale, les 5 prévenus représentant « la Savoisienne » ont été condamnés : à des amendes de 800 à 2 000 F, à payer ensemble 5 000 F de dommages et intérêts à la CFDT.

Le tribunal a dû donner raison à la CFDT sur l'ensemble du dossier. Les 10 heures de délégation mensuelles accordées aux délégués du personnel suppléants - par un accord d'entreprise - doivent être payées, indépendamment de la participation de ces suppléants aux réunions mensuelles avec la direction.

Tout en plaçant au premier plan la lutte de classe et de masse qui est l'essentiel, la section CFDT a montré qu'il ne faut jamais lâcher devant un chantage patronal et utiliser toutes les formes de lutte pour préserver les droits et avantages acquis par la lutte des travailleurs. Il serait illusoire - comme le font les révisionnistes - de ne compter que sur la légalité bourgeoise.

Mais, outre la défaite de la direction, c'est aussi celle des responsables révisionnistes (PCF et CGT) de l'usine. Ces derniers, en effet, fidèles à la ligne politique de collaboration de classe de la clique Marchais-Séguy, se sont mis à plat ventre devant la direction en prenant faits et causes pour elle contre la section CFDT (voir HR du 12 mars 77), en prenant la défense d'un chef raciste, etc.

Les responsables PCF-CGT apparaissent de plus en plus aux yeux des masses comme des ennemis de la classe ouvrière qu'il faut combattre sans attendre que ce soient eux les patrons. Ils ont déjà perdu des plumes aux dernières élections de délégués ; avec les luttes de classe et de masse, les difficultés des révisionnistes ne pourront aller qu'en se développant, le courant de lutte de classe en grandissant.

• Marseille Hôpital de la Timone Le PCF manipule

Une infirmière CGT a récemment reçu la visite d'un membre du PCF. Ce monsieur enquêtait : il voulait savoir de « quel parti elle était membre », ce qu'il lui demanda avec insistance !

Après quoi, il l'engagea à rejoindre le PCF... pour

« chasser de la CGT tous les éléments gauchistes ».

Voilà comment le PCF conçoit son activité dans la CGT : essayer (sans succès) de recruter, et combattre les travailleurs qui sont sur des positions de lutte de classe.

• Halluin (près de Tourcoing) Lutte contre les licenciements

A l'usine de tissage Glorieux d'Halluin, 60 licenciements ont été annoncés et l'établissement est en règlement judiciaire depuis le 4 mars.

Les travailleurs (ils sont 250) ont manifesté dans les rues d'Halluin « contre les licenciements et pour vivre et travailler au pays ».

Foyer Sonacotra

Appel du Comité de résidents du foyer Sonacotra d'Étampes (91) et du comité de soutien :

21 mars, jour du jugement sur les saisies-arrêts sur salaires demandées par la Sonacotra contre le foyer en grève :

MANIFESTATION

contre les saisies-arrêts, le 21 mars à 13 h, (départ au foyer en bout du boulevard Saint Michel).

• Manufacture Pilote de Berk-sur-Mer

Menace de licenciements d'handicapés

La manufacture Pilote de Berk est une petite entreprise privée qui fabrique différents objets artisanaux destinés à être offerts en cadeau. Sur un total de 110 employés, 66 sont handicapés physiques. L'entreprise a été créée en 1958. Le but avoué au départ : permettre à des handicapés de travailler dans un milieu normal, non protégé, en faire autre chose que des assistés. Très vite, les visées réelles du patron se révèlent très claires elles aussi : la présence d'une majorité d'handicapés physiques dans la manufacture est avant tout pour lui une source de profits non négligeables : cela permet d'abord, de tirer de la vente et de la publicité des produits fabriqués des bénéfices supplémentaires en jouant sur la « corde sensible ».

La ségrégation dont les

handicapés sont victimes, dans cette société basée sur la loi du profit, où l'on met au rancart tous ceux qui sont considérés comme non rentables, voilà encore bien sûr un excellent prétexte pour exploiter davantage encore qu'ailleurs les ouvriers à la manufacture. Il leur a fallu 4 années de lutte pour obtenir en 71 la convention collective et ne plus être sous-payés. Le patron n'hésite pas non plus à leur faire sentir qu'ils ont bien de la chance d'être là, qu'il est bien gentil de leur donner du travail et que s'ils ne sont pas contents, ils n'ont qu'à aller voir ailleurs...

Aujourd'hui le patron vient d'annoncer qu'il licencierait les 35 employés les moins « rentables » de l'entreprise, sans tenir compte ni de leur ancienneté, ni de leur handicap, ni de leurs charges de famille, (comme

si les handicapés physiques n'avaient pas eux aussi une famille et des gosses à nourrir). Après le paternalisme, c'est le cynisme ! Un travailleur handicapé, licencié aura à « choisir » entre le chômage et l'atelier protégé : le chômage, cela veut dire retomber dans la situation d'assisté, la solitude ; l'atelier protégé, c'est la surexploitation pour un salaire de misère, la ségrégation (il faut souligner que la manufacture pilote est une expérience unique en son genre).

Les handicapés physiques ne veulent pas la charité, mais la justice. A Pilote, les ouvriers sont déterminés à défendre leur droit au travail, qu'ils soient valides ou handicapés. Ils n'ont pas à leur première lutte : en 74, mis au chômage technique, ils obtiennent au bout de 10 jours la réintégration de tous les employés. En 75,

première menace de licenciement, tous les ouvriers de Pilote, valides et handicapés solidaires, descendent dans les rues de Berk aux applaudissements de la population. Le patron doit céder, il n'y a pas un seul licenciement à

Berk. Le maire, le député, le sous-préfet et le préfet, auprès de qui des démarches ont été faites, n'ont pas manqué de se répandre en bonnes paroles et en promesses. Mais pour ces messieurs, tout cela est bien gênant en période électorale car les handicapés physiques sont une partie non négligeable de l'électorat berckois.

Les ouvriers de Pilote savent bien que seule la lutte paiera.

Correspondant HR avec une ouvrière de la manufacture.

• SCOM - Trinité (près de Nice)

Lutter ou voter ? Les travailleurs occupent l'usine

A la SCOM, à la Trinité près de Nice, les travailleurs occupent depuis le 3 mars.

La SCOM est une entreprise sous traitance de Westinghouse. Or, depuis plusieurs années, Westinghouse voulait liquider l'usine d'ascenseurs de Nice.

Il y a un an, elle était vendue au trust finlandais Kone, ce qui se soldait par la suppression du secteur production et de nombreux licenciements ; seul restait le secteur installation et entretien.

Le syndicat CGT des métaux avait alors sa propagande sur la « défense du potentiel national bradé aux trusts

étrangers »... mais acceptait les licenciements. La SCOM qui produisait les éléments métallurgiques lourds nécessaires au montage des ascenseurs (caisse, etc.) était dès lors condamnée à la liquidation par le trust Kone.

C'était compter sans la détermination des travailleurs qui, depuis l'annonce du licenciement collectif début février, multiplient les actions publiques pour faire revenir le patron sur sa décision et pour imposer aux pouvoirs publics « pas un seul licenciement ».

Récemment, 27 travailleurs ont reçu une lettre individuelle de licenciement pour « faute lourde », cette faute était : production infé-

rieure à la normale.

C'est un scandale, d'abord parce que parmi les 27, plusieurs étaient en accident du travail, ensuite parce que depuis que la liquidation a été annoncée, l'approvisionnement de l'usine n'est plus assuré. Dans ces conditions, que veut dire « produire normalement » !

Les travailleurs ont donc décidé l'occupation.

De son côté, le PCF prétend toujours que la lutte des travailleurs de la SCOM est une lutte pour « défendre l'intérêt national » et qu'il n'est pas de meilleur moyen pour les soutenir que... voter pour les listes d'Union de la gauche !

Correspondant Nice.

• John Deere (Orléans) La lutte s'engage

Mercredi, chacun apprenait la décision d'augmentation de la direction pour le semestre. Ce sera seulement 3 %. Le lendemain, tout le monde, c'est-à-dire 95 % des travailleurs de la production, débraya à l'appel des organisations syndicales.

On n'avait jamais vu ça depuis 1968. Après une courte assemblée générale, les délégués partent négocier accompagnés par les 600 travailleurs de l'équipe du matin et de la journée. La direction ne cède pas d'un pouce. A la suite de cela, les dirigeants font arrêter le mouvement ; ils proposent de refaire un débrayage le lendemain.

Les travailleurs refusent. Après une nouvelle entrevue avec la direction, les dirigeants syndicaux proposent de ne reprendre le travail que le lendemain 5 h : nouveau refus des travailleurs.

La grève est reconduite le lendemain 7 h 30 par les ouvriers eux-mêmes ; les délégués sont de plus en plus débordés. Les revendications avancées sont en plus des rattrapages de salaires, la 5e semaine de congés payés ; le 13e mois, le paiement intégral de la paie en cas de maladie. Après cette décision, les travailleurs partent défiler autour des bureaux aux cris de « les bureaux avec nous et dans la ville ».

A 13 h, les ouvriers de l'équipe du soir rejoignent les autres dans la grève. C'est désormais 800 personnes, soit 95 % de la production, qui s'affrontent au trust géant John Deere, premier constructeur mondial de tracteurs. La combativité est grande malgré la soi-disant pause électorale. Les dirigeants CGT, CFDT, PCF ont tout fait pour cesser cette action. Il faut s'attendre à ce qu'ils recommencent.

Les communistes marxistes-léninistes, Compagnie John Deere (Orléans)

• La Défense • Montparnasse • Sarcelles

10^e jour de grève du personnel de ménage

Depuis le mardi 8 mars, le personnel dépendant du Groupement Foncier Français (GFF), chargé du nettoyage des locaux communs et des vitres dans les 6 tours de la Défense, (gérée par le GFF) est en grève.

Il a été rejoint, jeudi 10 mars, par le personnel de Montparnasse (bâtiment Air France) et, lundi 14, par le personnel de nettoyage de Sarcelles « Les Flanades ».

Leurs revendications : même statut, mêmes avantages que les autres salariés dépendants du GFF.

Le GFF, déjà doué pour la division (1 société « bidon » différente pour chaque tour), a usé de divers moyens de pressions pour diviser et décourager les grévistes : en particulier, utilisation d'intérimaires pour briser la grève. Echec total ; le tribunal nomme un huissier pour contrôler les manœuvres anti-grèves du GFF.

On peut envoyer des chèques de soutien à l'ordre de l'Union départementale CFDT 92 - qui a contribué à l'extension de la lutte hors de la Défense), 245, bd Jean Jaurès 92100 - Boulogne-Billancourt

Inscrire au dos : Grève GFF Un marxiste-léniniste de la Défense